

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule Carrières, mines et après-mines
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 11/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORANO Mining

Etablissement de Bessines
2 route de Lavaugrasse
87250 Bessines-Sur-Gartempe

Références : 12-CARMIN-2024-46

Code AIOT : 0006802481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement ORANO Mining implanté Concession des Balaures 12310 Bertholène. L'inspection a été annoncée le 05/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de la communication, par ORANO, d'une rupture de canalisation suite à des travaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANO Mining

- Concession des Balaures 12310 Bertholène
- Code AIOT : 0006802481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Bertholène est une ancienne mine d'extraction d'uranium. Le site est classé sous la rubrique 1735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (dépôt, entreposage ou stockage de substances radioactives sous forme de résidus de traitement de minerais d'uranium, ou de thorium contenant des radionucléides naturels des chaînes de l'uranium, ou du thorium et boues issues du traitement des eaux d'exhaure, sans enrichissement en uranium 235 et dont la quantité totale est supérieure à 1 tonne). Dans le cadre du réaménagement, une station de traitement des eaux a été installée et récupère les eaux de drainage du site (celles du stockage et des travaux miniers). Ces eaux sont recueillies dans des bassins de traitement, traitées et contrôlées avant rejet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport incident	AP Complémentaire du 18/01/2019, article 1.4	Demande d'action corrective	15 jours
2	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/01/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ORANO a informé l'inspection, par message électronique du 5 novembre 2024, de la survenue d'un incident (rupture de canalisation) suite à des travaux opérés sur site.

Avant investigation, cette canalisation était "fléchée" comme étant celle du refoulement permettant de relever les eaux du bassin de sécurité (eaux issues du drainage sous concasseur). Lors de l'inspection, l'exploitant a procédé à la mise en fonctionnement de la pompe pour confirmer ou non qu'il s'agissait de la canalisation de refoulement. Il n'a pas été constaté d'arrivée d'eau dans la fouille. La canalisation endommagée n'est pas celle fléchée initialement. Néanmoins, bien qu'aucune arrivée d'eau ne soit constatée le jour de l'inspection, il est demandé à ORANO d'investiguer sur ce réseau non répertorié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2019, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Accident/incident
Prescription contrôlée : [...] Un rapport d'accident ou d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. [...]

<p>Constats :</p> <p>La rupture d'une canalisation a été signalée à l'inspection des installations classées par message électronique du 5 novembre 2024.</p> <p>L'inspection a permis de constater qu'il ne s'agissait pas de la canalisation de refoulement du bassin de sécurité collectant les eaux issues du drainage sous concasseur.</p> <p>La canalisation endommagée est actuellement non répertoriée. Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté d'arrivée d'eau ni présence d'eau dans la fouille.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'investiguer sur cette canalisation et de déterminer son origine.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Suivi mise en demeure

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/01/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi mise en demeure</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ORANO MINING exploitant un stockage de substances radioactives sur la commune de Bertholène est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> les dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté <p><i>Article 32 : [...] Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] manganèse et composés : 1 mg/l [...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux pour permettre l'abattement du manganèse ont démarré il y a trois semaines après divers essais menés sur site sur l'année 2023 qui se sont révélés infructueux. Une consultation sur des travaux de plus grande ampleur a été initiée sur l'année 2024.</p> <p>Ces travaux consistent :</p> <ul style="list-style-type: none"> à la mise en place d'une cloison syphoïde dans le bassin décanteur permettant une meilleure retenue des matières en suspension ; à la mise en place d'une cheminée d'oxydation servant à améliorer le temps d'échange et permettre l'oxydation du manganèse ; à la création d'un bassin d'un volume de 2 000 m³ séparé en deux parties par le biais d'une cloison qui permettra l'ajout de pouzzolane en tant que traitement biologique. <p>L'exploitant indique pouvoir mettre en eau le bassin d'ici fin de l'année. Les premiers résultats sont attendus pour début d'année prochaine.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Il est demandé à l'exploitant de communiquer les premiers résultats à l'inspection dès que ceux-ci seront disponibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois